



COMMUNIQUÉ

Retraité·es, les grand·es oublié·es du gouvernement Attal

Pas une seule fois, le Premier ministre a prononcé le mot « retraité·e » dans sa déclaration de politique générale de près d'1h30 !

Déclaration qui se situe dans la droite ligne des gouvernements précédents : poursuite de la libéralisation, précarisation accrue de la population avec la suppression de l'allocation spécifique de solidarité pour les privé·es d'emplois et bascule vers le RSA, sanction pour les rendez-vous médicaux non honorés, attaques contre le logement social et remise en cause de la loi SRU, suppression de normes environnementales, etc.

Un seul paragraphe concernant le bien vieillir sans objectifs clairs et sans référence à une future loi grand âge alors que les attentes sont fortes, tant du côté des personnes âgées et dépendantes que du côté des aidant·es.

Aucune allusion à une nouvelle revalorisation des retraites et pensions de base, ni sur celle du taux de pension de réversion alors que 50 % des 17,3 millions de retraité·es ont des pensions en dessous du Smic et que 1,4 million sont considéré·es comme pauvres, c'est-à-dire avec des retraites inférieures à 965 €. Pour l'UCR-CGT, les retraites doivent être revalorisées immédiatement de 10 % et des mesures doivent être prises pour qu'aucune retraite ne soit en dessous du Smic.

Alors que le « bien manger » participe du maintien en bonne santé de la population, le Premier ministre annonce un recul sans précédent sur les normes environnementales dans l'agriculture au bénéfice de l'agriculture business et des grands groupes de l'agroalimentaire sans se soucier de l'impact sur la santé des paysan·nes, des salarié·es agricoles, des consommatrices et consommateurs et de celle de la planète. Pour l'UCR-CGT, l'agriculture française doit avoir la capacité de répondre aux besoins alimentaires, en quantité et en qualité, de la population, respectueuse de l'environnement et soucieuse de sauvegarder les ressources naturelles.

Tous les signaux d'alerte sont allumés et virent au rouge !

La politique imprimée par le gouvernement Attal vise à sanctionner les plus précaires, à déstructurer ce qui faisait la solidarité dans notre pays. L'adaptation des règles, des normes en fonction des particularités territoriales va cultiver la division au sein de la population.

Ne laissons pas le gouvernement et le patronat détruire notre bien commun, remettre en cause nos conquits sociaux.

Mobilisons-nous massivement les 8 mars et 26 mars !

Montreuil, le 5 février 2024